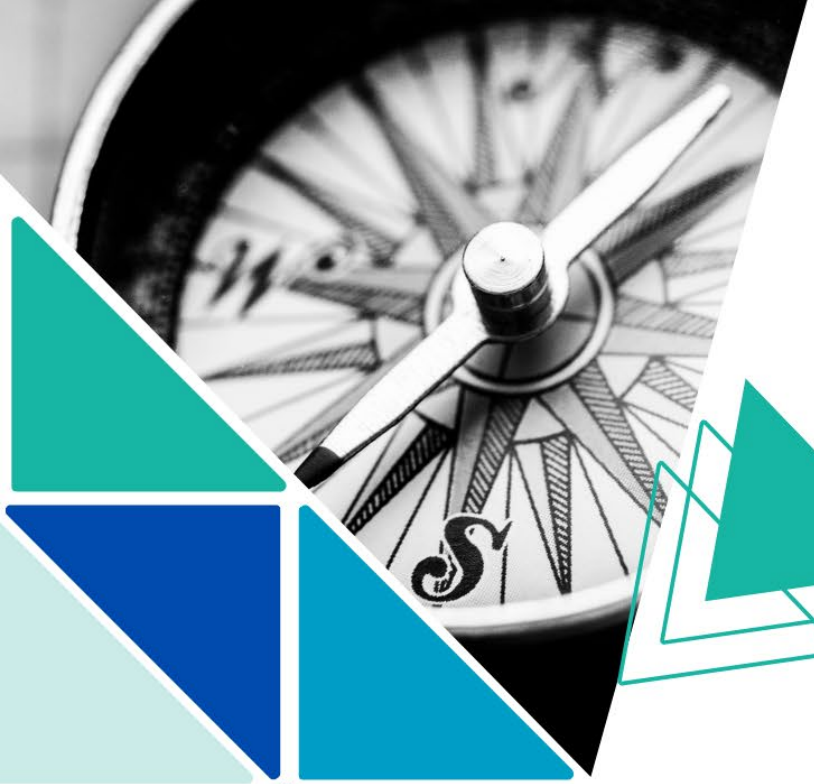


Inter Caux Vexin
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

# 2024

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

# SOMMAIRE


PRÉAMBULE p 3

Cadre juridique du Débat d'Orientation Budgétaire

## PARTIE I : LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

### I. Perspectives de l'économie mondiale, européenne et nationale 2024

I.1. Le contexte économique national p 4
I.2. Le contexte économique local p 5

### II. Loi de finances initiale pour 2024 : principales dispositions financières relatives aux collectivités territoriales

II.1. Principales dispositions financières relatives aux collectivités territoriales. p 6
II.2. Synthèse des impacts principaux sur le « bloc local » p 7

## PARTIE II : LE CONTEXTE LOCAL & LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2024

### I. Analyse financière rétrospective

I.1. « Portrait financier et fiscal» de la Communauté de Communes p 8 à 10
I.2. Résultats provisoires 2023 p 11 à 15

### II. Analyse de la dette au 01/01/2024

II.1. Budget principal p 16
II.2. Budgets annexes p 17

### III. Les orientations budgétaires 2024

III.1. Rappel de la maquette budgétaire M57 p 18
III.2. Les principales orientations budgétaires par politique publique p 19 à 20
III.3. Les Ressources Humaines p 20 à 21
III.4. Les principales recettes p 22 à 23

SOURCES & RÉFÉRENCES p 24
ANNEXES p 25



Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

# PRÉAMBULE

## Cadre juridique du Débat d'Orientation Budgétaire

Pour les communes de plus de 3 500 habitants et les EPCI comptant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, le vote du budget primitif de l'année doit être précédé par la tenue d'un « débat d'orientation budgétaire », qui repose sur la rédaction préalable d'un « rapport d'orientation budgétaire » (ROB). L'article L.5217-10-4 du code général des collectivités territoriales modifie le délai dans lequel doit se tenir le DOB avant le vote du budget primitif. En M57, la présentation du ROB doit se tenir dans un délai de 10 semaines avant le vote du budget primitif.

Le DOB a vocation à exposer les grandes lignes de la politique budgétaire pour l'année 2024. Le rapport doit préciser les engagements pluriannuels envisagés, la gestion de la dette, et doit faire l'objet d'une présentation de la structure et de l'exécution des dépenses de personnel. Ce rapport donne lieu à un débat par le Conseil Communautaire. Il est pris acte de la tenue de ce débat.

Il est donc proposé :

- D'étudier le contexte économique international, national et régional
- D'informer sur la situation financière de la communauté de communes et les perspectives budgétaires
- De présenter les grandes orientations budgétaires pour l'année 2024

Le Débat d'Orientation Budgétaire concourt à un triple objectif :

- faciliter la préparation et l'adoption du budget de la Communauté en précisant notamment les actions et politiques à initier ou à poursuivre
- apprécier les grandes masses financières à gérer par la Communauté, tant en dépenses qu'en recettes, et mesurer, dans ce domaine, les évolutions par rapport à l'exercice antérieur.
- appréhender les engagements pluriannuels envisagés par la Communauté et ayant un impact significatif sur ses grands équilibres financiers.

Concernant le formalisme du Rapport d'Orientation Budgétaire et avant sa transmission à la Préfecture, il doit a minima contenir les informations suivantes :

- un rapport sur les orientations budgétaires
- les engagements pluriannuels envisagés
- la structure et la gestion de la dette
- une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs

Enfin, l'obligation de transmission entre communes et EPCI a évolué depuis 2021 ; pour les communes, la totalité des éléments du DOB doit être transmise au Président de l'EPCI dont la commune est membre. De même, l'EPCI doit transmettre les éléments de son DOB aux communes membres et le mettre en ligne sur le site internet de la collectivité. Il est aussi mis à la disposition du public au siège de la Communauté de Communes Inter Caux Vexin dans les 15 jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire.

De caractère prévisionnel, cette projection sera affinée d'ici le vote du BP 2024, permettant à l'administration communautaire d'approfondir les hypothèses retenues par les élus et consolider les comptes.

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

# PARTIE I : LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

## I. Perspectives de l'économie mondiale, européenne et nationale 2024

*(sources : Banque des Territoires, SVP information décisionnelle et LFI 2024)*

### I.1. Le contexte économique national

La loi de finances pour 2024 a été élaborée de manière à amorcer un recul du déficit public tout en maintenant une politique d'investissement stratégique en matière de transition écologique et de soutien au pouvoir d'achat des ménages. Ses mesures les plus marquantes concernent les particuliers, les entreprises, et la transition écologique.

Pour les particuliers, le barème de l'impôt sur le revenu est indexé sur l'inflation (+4,8 %), de même que les minima sociaux (+4,6 %) et les retraites (+5,2 %).

Pour les entreprises, l'Etat augmente les crédits pour les aides à l'embauche d'alternants. Parmi les autres mesures significatives, citons l'instauration d'un niveau minimal d'imposition de 15 % sur les bénéfices des entreprises multinationales implantées en France et des grands groupes nationaux.

Qualifié de « budget de transition », la loi de finances pour 2024 prévoit 40 milliards d'euros dédiés à la transition écologique, soit 7 milliards de plus qu'en 2023, un financement qui concernera aussi bien les particuliers que les entreprises et les collectivités territoriales. En particulier, des fonds seront investis pour la rénovation des logements et des bâtiments publics et privés. Un crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte est également créé.

Enfin, s'agissant des budgets alloués aux différents ministères, les augmentations de crédits les plus significatives sont à mettre à l'actif de l'Education nationale (+3,9 milliards d'euros), et de la mission « Défense » (+3,3 milliards d'euros).

Les missions régaliennes de l'Etat (Intérieur, Justice) sont également abondées de crédits supplémentaires en vue de la sécurisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Qualifiées d'optimistes, les hypothèses d'évolution des principaux indicateurs économiques retenues par le Gouvernement ont néanmoins été jugées sincères par le Conseil constitutionnel. L'objectif du Gouvernement est de ramener le déficit public sous la barre des 3 % à l'horizon 2027.

| | 2023 | 2024 |
|---|---|---|
| | | |
| Croissance | 1,0% | 1,4% |
| Déficit public | -4,9% | -4,4% |
| Inflation | 4,9% | 2,6% |
| Endettement en % du PIB | 109,7% | 109,7% |

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

## I.2. Le contexte économique local

L'année 2023 a marqué une véritable rupture pour la santé financière des collectivités territoriales, confrontées à une forte inflation de leurs dépenses et à des recettes, en particulier fiscales, plus faibles qu'espérées.

Ce sont principalement les fortes hausses des charges à caractère général (+ 9,5 % au niveau du bloc communal – communes et intercommunalités) et des dépenses de personnel (+ 5,1 % ) qui expliquent « **l'effet de ciseau** » sur l'épargne dans la plupart des catégories et strates de collectivités en 2023 :

| | Ev° des dépenses de fonctionnement | Ev° des recettes de fonctionnement |
|---|---|---|
| COMMUNES | + 5,5 % | + 4,3 % |
| INTERCOMMUNALITES | + 5,6 % | + 4,9 % |

Par ailleurs, la loi de programmation des finances publiques pour la période 2023 – 2027, adoptée elle aussi en décembre dernier, ne contient plus de mesures coercitives pour les collectivités, de type « contrats de Cahors ».

Toutefois, elle fixe un objectif aux collectivités territoriales : leurs dépenses de fonctionnement ne doivent pas excéder l'inflation – 0,5 %. Dans leur rapport d'orientation budgétaire, les collectivités doivent présenter leurs objectifs concernant l'évolution de leurs dépenses réelles de fonctionnement pour leur budget principal et pour chacun de leurs budgets annexes.

Mesures visant à soutenir les collectivités locales
au regard des prix élevés de l'électricité en 2024

| | |
|---|---|
| FILET DE SECURITE | La LFI pour 2024 *ne prévoit pas* la création d'un nouveau filet de sécurité pour 2024. |
| BOUCLIER TARIFAIRE | **Le dispositif de plafond de prix à 280€/MWh est prolongé cette année.**<br>Il sera étendu aux petits consommateurs professionnels (y compris les collectivités territoriales) ayant une puissance souscrite inférieure à 36 kVA, pour tous les contrats signés avant le 30 juin 2023. |
| AMORTISSEUR ELECTRICITE | Reconduit en 2024 dans les conditions suivantes :<br>- Seuil de déclenchement de la prise en charge à 250€/MWh (contre 180€/ MWh en 2023) ;<br>- Pas de plafonnement (plafond de 500€/MWh en 2023) ;<br>- Taux de couverture de la facture de 75% (contre 50 % en 2023). |

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

# II. Loi de finances initiale pour 2024 : principales dispositions financières relatives aux collectivités territoriales

## II.1. Principales dispositions financières relatives aux collectivités territoriales.

La LFI 2024 poursuit la réforme de la fiscalité locale engagée depuis 2020 (extinction de la taxe d'habitation, suppression en 2 ans de la CVAE, nouveaux produits de substitution, etc.) et contient plusieurs dispositions « techniques » impactant le « bloc local ». La Communauté de Communes Inter Caux Vexin opère depuis 2023 selon la nomenclature budgétaire M57.

**Alors que la seconde partie de mandat est entamée, l'attention est attirée sur les premiers symptômes d'un nouveau modèle territorial (ZAN, SCOT, PLUi, mobilité, sobriété, etc.) dont les « sucres lents » financiers seront à puiser dans un modèle fiscal à repenser (essoufflement de la fiscalité globale et spécialisation économique malmenée). L'exercice 2024 se singularise aussi par l'amorçage des budgets verts.**

Outre la difficulté d'accéder aux données, l'accomplissement annuel du bouclage budgétaire se double d'une problématique récurrente de lisibilité sur la durée : temporalité de la crise économique sur les dotations et les recettes fiscales, réforme permanente de la fiscalité locale, allocation des ressources au bon niveau de compétences exercées et de service en fonction des priorités souhaitées sur le mandat, transfert de charges concordant avec le transfert des compétences, etc.

| | |
|---|---|
| ARTICLE 73 | Harmonisation des dispositifs de zonage dans les territoires ruraux et création au 1er juillet 2024 du zonage « France Ruralité Revitalisation », qui remplacera les ZRR, BER et les zones de revitalisation du commerce en milieu rural.<br>Prorogation des zonages existants pour les quartiers urbains et les territoires en reconversion industrielle. |
| ARTICLE 129 | Lancement au plus tard le 1er juin 2024 de l'expérimentation d'un service de télédéclaration centralisé de la taxe de séjour par les plateformes numériques de réservation d'hébergement, mis en œuvre par l'administration fiscale. |
| ARTICLE 130 | Augmentation de 320 millions d'euros de la dotation globale de fonctionnement (DGF). |
| ARTICLE 132 | Mise en place d'une dotation d'Etat pérenne visant à compenser la perte de taxe d'habitation sur les logements vacants instituée par les communes et intercommunalités passées en zones dites « tendues ». |
| ARTICLE 138 | Mise en place d'un dispositif de lissage des pertes importantes de bases et de produit de TFPB pris en charge par le budget de l'Etat, visant les communes et EPCI enregistrant des pertes fiscales significatives d'une année sur l'autre. |
| ARTICLE 140 | Mise en place d'une taxe additionnelle de 200 % à la taxe de séjour ou à la taxe de séjour forfaitaire perçue par les collectivités d'Île-de-France. Le produit de cette taxe devra être reversé à Île-de-France Mobilités. |
| ARTICLE 143 | Maintien du caractère facultatif des exonérations de TFPB sur les logements « anciens » ayant fait l'objet de travaux de rénovation énergétique et sur les logements neufs présentant une performance énergétique élevée (1383-0 B et 1383-0 B bis du CGI). |
| ARTICLE 150 | Dispositions nouvelles sur la TEOM :<br>- Les EPCI pourront instituer la part de tarification incitative de la taxe uniquement sur les territoires des communes qui disposent d'une proportion de logements collectifs inférieure à 20 % ;<br>- Les EPCI issus de fusion pourront conserver les modes de financement du service public d'enlèvement des ordures ménagères qui existaient avant la fusion. |
| ARTICLE 151 | Assouplissement des règles de lien entre les taux, notamment pour voter le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires.<br>L'article vise en particulier les communes et EPCI dont le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires est inférieur à 75 % de la |

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

| | |
|---|---|
| | moyenne. |
| ARTICLE 152 | Actualisation sexennale des valeurs locatives des locaux professionnels repoussée à 2026. |
| ARTICLE 191 | Obligation pour les collectivités et groupements de plus de 3 500 habitants de présenter dans une annexe à leur compte administratif 2024 les dépenses d'investissement qui contribuent positivement ou négativement (ou qui sont neutres) à tout ou partie des objectifs de transition écologique. |
| ARTICLE 192 | Possibilité pour les collectivités de plus de 3 500 habitants d'identifier et d'isoler la part de leur endettement consacré à financer des investissements concourant à la transition écologique. |
| ARTICLE 205 | Obligation de mise en place du compte financier unique au plus tard au cours de l'exercice 2026. |
| ARTICLE 240 | Augmentation de l'enveloppe de DGF du bloc communal de 320 M€ :<br>- 90 M€ en + pour la dotation d'intercommunalité<br>- 60 M€ en – pour la dotation de compensation des EPCI (par hypothèse : -1,5 %)<br>- 150 M€ en + pour la dotation de solidarité rurale<br>- 140 M€ en + pour la dotation de solidarité urbaine<br>Création d'une garantie de sortie égale à 50 % du montant perçu l'année précédente pour les communes perdant le bénéfice de la part majoration de la dotation nationale de péréquation.<br>60 % des communes devraient connaître un maintien ou une hausse de leur DGF en 2024.<br>La dotation d'intercommunalité des EPCI pourra augmenter de 20 % d'une année sur l'autre (contre 10 % maximum jusqu'ici). |
| ARTICLE 241 | Les délibérations visant une répartition dérogatoire du FPIC produiront désormais leurs effets de manière pluriannuelle. |
| ARTICLE 243 | La dotation « biodiversité » devient la dotation de soutien aux communes pour les aménités rurales ; son enveloppe passe de 41,6 à 100 millions d'euros.<br>A compter de 2024, toutes les communes rurales au sens de l'INSEE, dont une partie « significative » du territoire est couverte par une aire protégée, ou qui jouxte une aire marine protégée, pourront bénéficier de cette dotation. |
| ARTICLE 247 | Elargissement de la dotation particulière « élu local » à l'ensemble des communes de moins de 1 000 habitants, sans condition de potentiel financier. |
| ARTICLE 248 | Mesures spécifiques pour la DGF des communes nouvelles :<br>- Dotation d'amorçage de 15€/hab. les trois premières années ;<br>- Garantie de non-baisse de la DGF au-delà du pacte de stabilité. |

## II. 2. Synthèse des impacts principaux sur le « bloc local »

**Évolution et répartition de la DGF :**

- + 320 M€ pour le bloc communal, dont seulement 30 M€ pour les EPCI-FP
- Mesures spéciales pour les communes nouvelles (Buchy)

**Dispositions nouvelles sur la TEOM :**

- possibilité d'instituer une part de tarification incitative sur les territoires des communes qui disposent d'une proportion de logements collectifs inférieure à 20 %

- possibilité de conserver les modes de financement du service public d'enlèvement des ordures ménagères qui existaient avant la fusion

**CA/CFU 2024** : annexer le bilan des investissements en corrélation avec la transition écologique

**FPIC** : plus de délibération annuelle mais seulement en cas de besoin et de demande expresse

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

# I. Analyse financière rétrospective

## I.1. « Portrait financier et fiscal » de la Communauté de Communes

*(Source DGCL et DGFIP)*

La CCICV se caractérise par :

- **une distorsion entre le poids démographique et le poids fiscal**. Avec **64 communes** et **56 540 habitants**, elle fait partie des 278 EPCI[1] supérieurs à 50 000 habitants. Hors intercommunalité urbaine, la CCICV représente, en poids démographique, le 1er EPCI départemental mais seulement **le 9ème en termes de produit fiscal** ;
- **un potentiel fiscal par habitant en regain** (151,36 € / hab en 2023, contre 144,07 € / hab en 2022, et 204,15 €/hab en 2021) ;
- **les autres bases en progression différenciée selon la nature.**

Bases brutes CCICV

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| TH | 53 999 527 | 55 160 305 | 57 272 103 | 58 412 254 | | |
| THRS | | | | | 1 311 430 | 1 443 951 |
| TFB | 35 324 468 | 35 921 969 | 37 305 845 | 38 286 404 | 38 097 614 | 39 990 826 |
| TFNB | 2 769 732 | 2 805 364 | 2 863 664 | 2 900 647 | 2 908 274 | 2 998 142 |
| CFE | 8 166 591 | 8 424 019 | 8 352 323 | 8 457 268 | 7 273 754 | 7 526 870 |

- Une stagnation de la population DGF (56 867 hab., 56 602 hab. en 2022 et 56 207 hab en 2021)
- **La fin de la chute du Coefficient d'Intégration Fiscale**, mais une intégration fiscale restant perfectible (**0,318** en 2023, contre 0,316 en 2022, 0,327 en 2021, 0,354 en 2020, 0,3729 en 2019), à comparer avec le CIF moyen de la catégorie (0,397 en 2023 contre 0,389 en 2022)

L'attention est attirée sur les effets cumulés des réformes financières et fiscales sur le Coefficient d'Intégration Fiscale.

**Rappel des principes du CIF**

| **Définition** | Le Coefficient d'intégration fiscale (CIF) est un indicateur utilisé par l'administration fiscale pour mesurer le degré d'intégration des EPCI. Il est censé représenter le poids de l'EPCI par rapport à celui de ses communes membres. Plus le rapport est élevé, plus l'intégration fiscale est forte. |
|---|---|

[1] *sur 1 255, dont 992 CC au 1er janvier 2022*

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

- Principe de fonctionnement : plus les communes transfèrent de fiscalité à l'EPCI, plus on suppose qu'elles auront transféré des compétences. Pour ne pas fausser ce principe, le CIF est minoré des dépenses de transferts versées par l'EPCI à ses communes membres, et notamment les attributions de compensation.
- CIF mesuré par le rapport entre la fiscalité perçue par la communauté, minoré des dépenses de transferts et la fiscalité perçue par la communauté, les communes et les syndicats auxquels elles contribuent, selon la formule :

$$CIF = \frac{\text{Produit fiscal EPCI} + \text{Compensations EPCI} + \text{TEOM/REOM + RA} - \text{Dépenses de transfert}}{\text{Produit fiscal EPCI} + \text{Compensations EPCI} + \text{TEOM/REOM + RA} + \text{Produit fiscal communes et syndicats}}$$

- Multiplié par une valeur de point, le CIF sert à majorer ou minorer la dotation globale de fonctionnement de l'EPCI pour favoriser les plus intégrés.
- Le remboursement du service mutualisé aux communes par imputation de son coût sur l'attribution de compensation reversée par la communauté permet mécaniquement de majorer le CIF et in fine la dotation globale de fonctionnement de l'EPCI.

## Les paramètres de calcul du CIF jusqu'en 2021

***Produit fiscal EPCI** = TH + FB + TAFNB + CVAE + IFER + TASCOM + DCRTP +/- FNGIR*
***Compensation EPCI** = Dotation de compensation de la part salaires + ZRU/ZFU/ZFC/DOM + attr. Négatives*
***TEOM/REOM**=Montant de taxe ou redevance d'enlèvement des déchets ménagers perçus selon compétence*
***RA** = Redevance d'assainissement perçue par l'EPCI uniquement s'il s'agit d'une communauté d'agglomération*
***Dépenses de transfert (pour les communautés en FPU)** = attribution de compensation + 50% des dotations de solidarité versées aux communes*
***Produits fiscal communes et syndicats**= [TH + FB + FNB + TAFNB + CVAE + CFE + IFER + TASCOM + DCRTP +/- FNGIR + TEOM/REOM] perçus par les communes membres et syndicats*

## Les paramètres de calcul du CIF depuis 2022

### Potentiel fiscal des groupements

#### Ressources fiscales

**Ressources valorisables par taux moyen national (TMN) :**

TH *sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale* (bases x TMN)
FB (bases x TMN) FB
FNB (bases x TMN)
CFE (bases x TMN)

**Ressources « réelles » :**

CVAE
Taxe additionnelle sur le foncier non bâti
*TVA*
IFER
TaSCom

#### Dotations / Compensations

DCRTP
FNGIR
*PSR de compensation des EPCI contributeurs au FNGIR subissant une perte de base de CFE*
Dotation de compensation
*PSR VL locaux industriel FB/CFE*

---

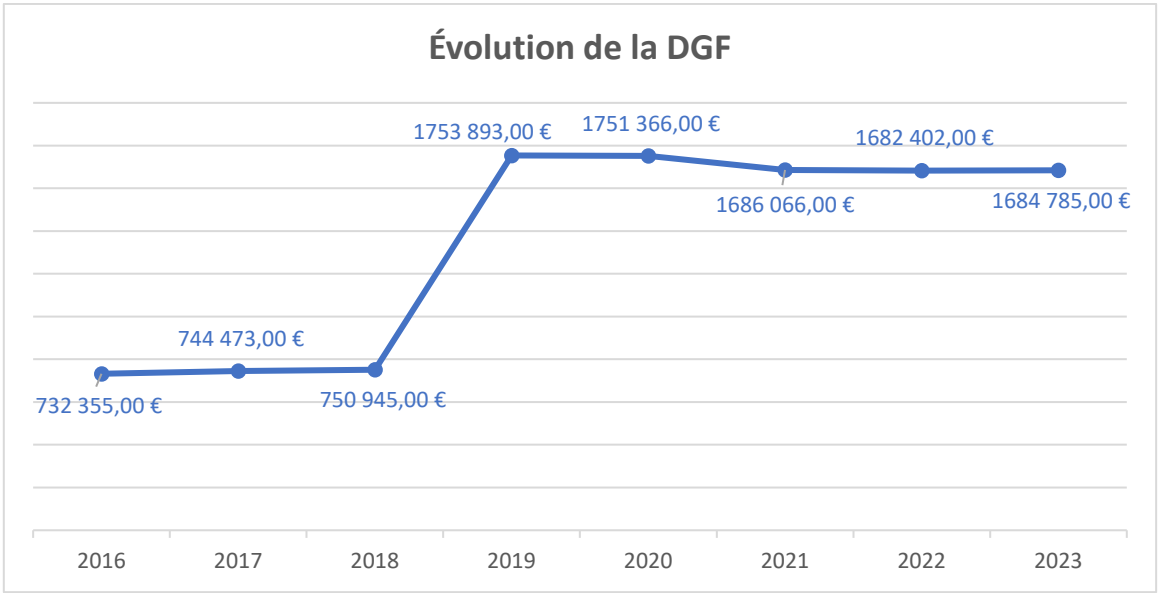
*À noter : prise en compte progressive par l'introduction d'une « fraction de correction » : 90% en 2023, 80% en 2024, 60% en 2025, 40% en 2026, 20% en 2027, puis prise en compte intégrale des nouveaux indicateurs en 2028*

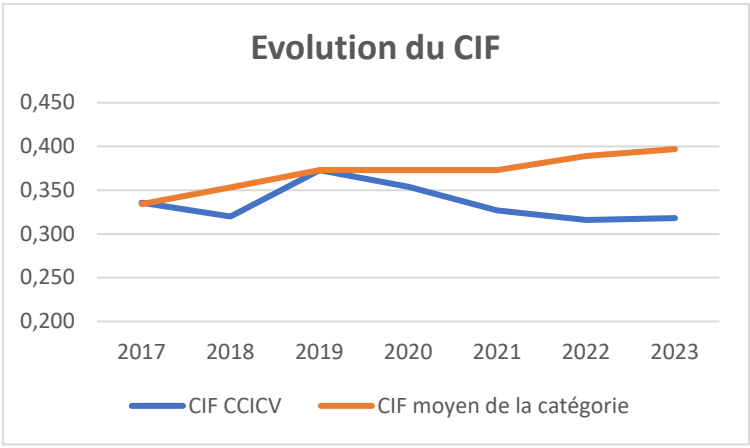
*En bleu = nouveautés 2021  En vert = nouveautés 2022*

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

Le CIF étant le rapport du produit fiscal intercommunal sur le produit fiscal du bloc local (communes + CCICV), un CIF soutenu requiert des transferts de charges équilibrés et des compétences « intégratrices ».

En 2023, la correction du CIF (à une valeur plancher ?) de la Communauté de Communes et le maintien de sa population DGF ont stabilisé sa DGF, **soit 1 684 785 € perçus en 2023**.



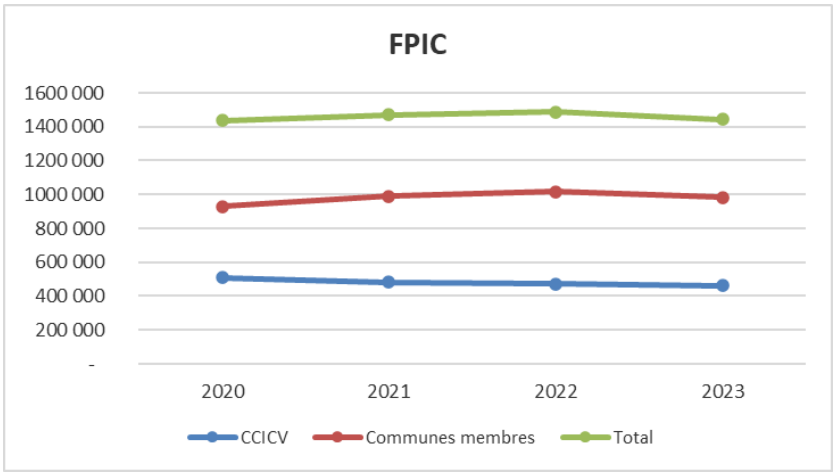

L'analyse détaillée de la fiche DGF confirme une fluctuation différenciée de ses composantes :

- La dotation de compensation (520 830 € contre 523 871 € en 2022, 535 620 en 2021) ;
- La dotation de péréquation (844 751 € contre 847 255 € en 2022, 684 959 € en 2021) ;
- La dotation de base (261 043 contre 263 562 € en 2022, 274 535 € en 2021) ;
- La garantie perçue pour la 4e année (58 160, contre 47 714 € en 2022 et 190 951 € en 2021)

La CCICV a de nouveau été « neutralisée » en 2023 au titre du Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (FNGIR) de **415 349 €.**
Elle reste enfin bénéficiaire du Fonds National de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) à hauteur de **460 311 €, en recul pour la 3e année ; L**a part globale des communes membres baisse également **(983 073)[2].**

[2] *3 communes à la baisse, 17 à la hausse, 44 sans variation*

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024




# I.2. Résultats provisoires 2023

## I.2.A. Maquette et montants votés aux budgets primitifs

| Budget principal | | | | Fonctionnement | Investissement |
|---|---|---|---|---|---|
| Code fonction M57 | Code | Libelle | compétences et/ou équipements communautaires rattachés | | |
| 20 | ADM.GEN. | ADM.GENERALE | services administratifs des pôles + agents MAD du Siaepa région de Montville + Communication | 14 185 000,00 € | 672 000,00 € |
| 501-57 | AMENAG. | AMENAGEMENT DE L'ESPACE | SCOT - urbanisme (planification et droit des sols) - aménagement numérique | 1 212 000,00 € | 252 000,00 € |
| 42220 | ARC EN CIE | ARC EN CIEL ROUMARE | actions sociales - multi accueil petite enfance de Roumare | 344 500,00 € | 12 400,00 € |
| 42221 | TOM POUCE | LE BERCEAU DE TOM POUCE MONTVILLE | actions sociales - multi accueil petite enfance de Montville | 617 000,00 € | 6 800,00 € |
| 42222 | PTI GRAIN RY | LE PTI GRAIN DE RY | actions sociales - multi accueil petite enfance de Ry | 227 500,00 € | 15 000,00 € |
| 720 | DECHETS | DECHETS ENVIRONNEMENT | collectes et traitements des déchets + fourrière canine | 7 154 000,00 € | 486 000,00 € |
| 338 | LUDISPORT | ACTIVITES LUDISPORT | Ludisport | 101 000,00 € | 2 000,00 € |
| 323 | PISCINE | ACTIVITE PISCINE | piscine communautaire + piscines conventionnées + transport des scolaires aux piscines | 1 055 000,00 € | 116 500,00 € |
| 420 | RAM / RPE | RELAIS PETITE ENFANCE | RPE Clères, Martainville, et Buchy | 254 000,00 € | 34 000,00 € |
| 845 | VOIRIE | VOIRIE | Voirie selon charte d'interet communautaire + aires de covoiturage | 639 000,00 € | 1 298 000,00 € |
| 311 | CULTURE | CULTURE | ludiculture + écoles de musique | 204 000,00 € | 8 600,00 € |
| 554 | G. VOYAGE | AMENAGEMENT ENTRETIEN GESTION | gens du voyage | 6 000,00 € | 1 000,00 € |
| 61 | DEVPT ECO | DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | fonctionnement ZAE communautaires, Moulin d'Ecalles 1, Polen 1, Les Cambres, Portes de l'Ouest (1,2, 3, et 5) + aides à l'immobilier d'entreprises | 931 000,00 € | 628 000,00 € |
| 633 | TOURISME | PROMOTION DU TOURISME | OT + chemin de rando | 378 000,00 € | 245 000,00 € |
| 735 | GEMAPI | GEMAPI | Gestion des milieux aquatiques et protection inondation | 684 000,00 € | - € |
| 80 | MOBILITE | MOBILITE | etude, équipement, travaux, conseil, animation et fonctionnement liés à la mobilité | 703 000,00 € | 561 000,00 € |
| | | | | **28 695 000,00 €** | **4 338 300,00 €** |

| Budgets annexes | | | |
|---|---|---|---|
| Libelle | compétences et/ou équipements communautaires rattachés | Fonctionnement | Investissement |
| ZAE du Polen 2 | développement économique; budget de lotissement de l'extension de la ZAE (Eslettes) | 7 070 005,34 € | 4 901 439,92 € |
| PARC D'ACTIVITES DU MOULIN D'ECALLES 2 | développement économique; budget de lotissement de l'extension de la ZAE (La Rue St Pierre) | 1 508 403,95 € | 1 508 883,87 € |
| HOTEL D'ENTREPRISES Inter Caux VEXIN | développement économique; budget de location de batiments | 115 236,30 € | D: 28 593,00€<br>R: 624 467,59 € |

## 1.2.B. Budget principal CA 2023 provisoire

| TOTAL (Budget Primitif et DM) | | | |
|---|---|---|---|
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **Prévisions 2023** | **CA 2023** |
| D | DÉPENSE | 29 445 400,00 | 16 913 540,22 |
| R | RECETTE | 29 445 400,00 | 20 178 942,94 |
| **I** | **INVESTISSEMENT** | | |
| D | DÉPENSE | 4 943 300,00 | 2 274 168,13 |
| R | RECETTE | 4 943 300,00 | 1 558 830,59 |

Les prévisions englobent les votes des budgets initiaux majorés des décisions modificatives

**CA 2023 provisoire par service**

| Compte | Libellé | Budget (prévision) | CA 2023 | Excédent/ déficit | % de réalisation |
|---|---|---|---|---|---|
| **ADM.GEN.** | **ADM.GÉNÉRALE** | | | | |
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **28 623 800,00** | **21 008 584,48** | **8 668 866,14** | |
| D | DÉPENSE | 14 311 900,00 | 6 169 859,17 | | 43,11 |

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| R | RECETTE | 14 311 900,00 | 14 838 725,31 | | 103,68 |
| **I** | **INVESTISSEMENT** | **1 404 000,00** | **803 080,58** | **-195 982,72** | |
| D | DÉPENSE | 702 000,00 | 499 531,65 | | 71,16 |
| R | RECETTE | 702 000,00 | 303 548,93 | | 43,24 |
| **AMENAG.** | **AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE** | | | | |
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **3 504 000,00** | **2 960 354,88** | **816 293,82** | |
| D | DÉPENSE | 1 752 000,00 | 1 072 030,53 | | 61,19 |
| R | RECETTE | 1 752 000,00 | 1 888 324,35 | | 107,78 |
| **I** | **INVESTISSEMENT** | **1 584 000,00** | **271 722,88** | **74 400,92** | |
| D | DÉPENSE | 792 000,00 | 98 660,98 | | 12,46 |
| R | RECETTE | 792 000,00 | 173 061,90 | | 21,85 |
| **ARC EN CIE** | **ARC EN CIEL ROUMARE** | | | | |
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **689 000,00** | **652 726,83** | **111 817,65** | |
| D | DÉPENSE | 344 500,00 | 270 454,59 | | 78,51 |
| R | RECETTE | 344 500,00 | 382 272,24 | | 110,96 |
| **I** | **INVESTISSEMENT** | **24 800,00** | **16 601,18** | **-6 874,80** | |
| D | DÉPENSE | 12 400,00 | 11 737,99 | | 94,66 |
| R | RECETTE | 12 400,00 | 4 863,19 | | 39,22 |
| **CULTURE** | **CULTURE** | | | | |
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **408 000,00** | **365 416,93** | **44 939,07** | |
| D | DÉPENSE | 204 000,00 | 160 238,93 | | 78,55 |
| R | RECETTE | 204 000,00 | 205 178,00 | | 100,58 |
| **I** | **INVESTISSEMENT** | **17 200,00** | **5 283,11** | **485,71** | |
| D | DÉPENSE | 8 600,00 | 2 398,70 | | 27,89 |
| R | RECETTE | 8 600,00 | 2 884,41 | | 33,54 |
| **DECHETS** | **DÉCHETS ENVIRONNEMENT** | | | | |
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **14 365 000,00** | **13 065 242,44** | **1 756 834,28** | |
| D | DÉPENSE | 7 182 500,00 | 5 654 204,08 | | 78,72 |
| R | RECETTE | 7 182 500,00 | 7 411 038,36 | | 103,18 |
| **I** | **INVESTISSEMENT** | **972 000,00** | **527 049,77** | **166 521,91** | |
| D | DÉPENSE | 486 000,00 | 180 263,93 | | 37,09 |
| R | RECETTE | 486 000,00 | 346 785,84 | | 71,36 |
| **DEVPT ECO** | **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE** | | | | |
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **1 862 000,00** | **1 267 450,46** | **611 307,16** | |
| D | DÉPENSE | 931 000,00 | 328 071,65 | | 35,24 |
| R | RECETTE | 931 000,00 | 939 378,81 | | 100,9 |
| **I** | **INVESTISSEMENT** | **1 256 000,00** | **610 266,81** | **-256 111,25** | |
| D | DÉPENSE | 628 000,00 | 433 189,03 | | 68,98 |
| R | RECETTE | 628 000,00 | 177 077,78 | | 28,2 |
| **G. VOYAGE** | **AMÉNAGEMENT ENTRETIEN GESTION** | | | | |
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **12 000,00** | **6 000,00** | **6 000,00** | |
| D | DÉPENSE | 6 000,00 | 0,00 | | 0 |
| R | RECETTE | 6 000,00 | 6 000,00 | | 100 |
| **I** | **INVESTISSEMENT** | **2 000,00** | | **0,00** | |
| D | DÉPENSE | 1 000,00 | 0,00 | | 0 |
| R | RECETTE | 1 000,00 | 0,00 | | 0 |
| **GEMAPI** | **GEMAPI** | | | | |
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **1 368 000,00** | **1 359 283,65** | **21 404,35** | |
| D | DÉPENSE | 684 000,00 | 668 939,65 | | 97,8 |
| R | RECETTE | 684 000,00 | 690 344,00 | | 100,93 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **LUDISPORTS** | **ACTIVITÉS LUDISPORTS** | | | | |
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **202 000,00** | **136 936,81** | **-90,81** | |
| D | DÉPENSE | 101 000,00 | 68 513,81 | | 67,84 |
| R | RECETTE | 101 000,00 | 68 423,00 | | 67,75 |
| **I** | **INVESTISSEMENT** | **4 000,00** | **1 884,08** | **-433,76** | |
| D | DÉPENSE | 2 000,00 | 1 158,92 | | 57,95 |

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| R | RECETTE | 2 000,00 | 725,16 | | 36,26 |
| **MOBILITE** | **MOBILITÉ** | | | | |
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **1 446 000,00** | **923 206,27** | **567 703,53** | |
| D | DÉPENSE | 723 000,00 | 177 751,37 | | 24,59 |
| R | RECETTE | 723 000,00 | 745 454,90 | | 103,11 |
| **I** | **INVESTISSEMENT** | **1 122 000,00** | **73 016,69** | **50 598,29** | |
| D | DÉPENSE | 561 000,00 | 11 209,20 | | 2 |
| R | RECETTE | 561 000,00 | 61 807,49 | | 11,02 |
| **PISCINE** | **ACTIVITÉS PISCINE** | | | | |
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **2 180 000,00** | **1 873 187,98** | **257 435,02** | |
| D | DÉPENSE | 1 090 000,00 | 807 876,48 | | 74,12 |
| R | RECETTE | 1 090 000,00 | 1 065 311,50 | | 97,74 |
| **I** | **INVESTISSEMENT** | **303 000,00** | **100 075,74** | **-86 522,54** | |
| D | DÉPENSE | 151 500,00 | 93 299,14 | | 61,58 |
| R | RECETTE | 151 500,00 | 6 776,60 | | 4,47 |
| **PTIT GRAIN** | **PTIT GRAIN DE RY** | | | | |
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **455 000,00** | **460 441,43** | **-1 467,29** | |
| D | DÉPENSE | 227 500,00 | 230 954,36 | | 101,52 |
| R | RECETTE | 227 500,00 | 229 487,07 | | 100,87 |
| **I** | **INVESTISSEMENT** | **30 000,00** | **3 102,91** | **149,05** | |
| D | DÉPENSE | 15 000,00 | 1 476,93 | | 9,85 |
| R | RECETTE | 15 000,00 | 1 625,98 | | 10,84 |
| **RPE** | **RELAIS PETITE ENFANCE** | | | | |
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **508 000,00** | **493 331,94** | **11 364,32** | |
| D | DÉPENSE | 254 000,00 | 240 983,81 | | 94,88 |
| R | RECETTE | 254 000,00 | 252 348,13 | | 99,35 |
| **I** | **INVESTISSEMENT** | **68 000,00** | **37 281,69** | **27 152,83** | |
| D | DÉPENSE | 34 000,00 | 5 064,43 | | 14,9 |
| R | RECETTE | 34 000,00 | 32 217,26 | | 94,76 |
| **TOM POUCE** | **LE BERCEAU DE TOM POUCE MONTV** | | | | |
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **1 234 000,00** | **975 431,08** | **324 973,64** | |
| D | DÉPENSE | 617 000,00 | 325 228,72 | | 52,71 |
| R | RECETTE | 617 000,00 | 650 202,36 | | 105,38 |
| **I** | **INVESTISSEMENT** | **13 600,00** | **10 009,32** | **157,38** | |
| D | DÉPENSE | 6 800,00 | 4 925,97 | | 72,44 |
| R | RECETTE | 6 800,00 | 5 083,35 | | 74,76 |
| **TOURISME** | **PROMOTION DU TOURISME** | | | | |
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **756 000,00** | **694 236,75** | **98 457,05** | |
| D | DÉPENSE | 378 000,00 | 297 889,85 | | 78,81 |
| R | RECETTE | 378 000,00 | 396 346,90 | | 104,85 |
| **I** | **INVESTISSEMENT** | **490 000,00** | **113 413,20** | **91 316,40** | |
| D | DÉPENSE | 245 000,00 | 11 048,40 | | 4,51 |
| R | RECETTE | 245 000,00 | 102 364,80 | | 41,78 |
| **VOIRIE** | **VOIRIE** | | | | |
| **F** | **FONCTIONNEMENT** | **1 278 000,00** | **1 023 256,74** | **142 170,30** | |
| D | DÉPENSE | 639 000,00 | 440 543,22 | | 68,94 |
| R | RECETTE | 639 000,00 | 582 713,52 | | 91,19 |
| **I** | **INVESTISSEMENT** | **2 596 000,00** | **1 545 829,03** | **-294 576,69** | |
| D | DÉPENSE | 1 298 000,00 | 920 202,86 | | 70,89 |
| R | RECETTE | 1 298 000,00 | 625 626,17 | | 48,2 |

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

# AFFECTATION DU RÉSULTAT 2023 BUDGET PRINCIPAL CCICV

| 1) DETERMINATION DU RÉSULTAT | |
|---|---|
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT** | |
| Recettes de l'exercice 2023 | 20 178 942,94 € |
| Dépenses de l'exercice 2023 | 16 913 540,22 € |
| Résultat de l'exercice 2023 | 3 265 402,72 € |
| Excédent reporté (ligne 002 BP 2023) | 10 172 605,51 € |
| Déficit reporté (ligne 002 BP 2023) | |
| Résultat antérieur reporté (002 de 2023) | 10 172 605,51 € |
| SOLDE CUMULE AU 31/12/2023 | 13 438 008,23 € |
| **SECTION D'INVESTISSEMENT** | |
| Recettes de l'exercice 2023 | 1 558 830,59 € |
| Dépenses de l'exercice 2023 | 2 274 168,13 € |
| Solde d'exécution de l'exercice 2023 | - 715 337,54 € |
| Excédent reporté (ligne 001 BP 2023) | 285 618, 27 € |
| Déficit reporté (ligne 001 BP 2023) | |
| Solde antérieur reporté (001) | |
| SOLDE CUMULE AU 31/12/2023 | - 429 719,27 € |

| 2)DETERMINATION DU BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION INVEST, | |
|---|---|
| **BESOIN DE FINANCEMENT DE LA S,I,** | |
| Résultat de la SI en 2023 | - 715 337,54 € |
| RAR en recettes d'investissement de l'année 2023 | 224 156,00 € |
| RAR en dépenses d'investissement de l'année 2023 | - 1 039 943,00 € |
| Solde d'exécution reporté | 285 618,27 € |
| BESOIN /CAPACITE DE FINANCEMENT DE LA SI | - 1 245 506,27 € |

| 3) AFFECTATION DU RESULTAT | |
|---|---|
| RESULTAT A AFFECTER | 13 438 008,23 € |
| Affectation obligatoire (couverture de l'éventuel déficit de SF) | - € |
| Couverture du besoin de financement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068) | 1 245 506,27 € |
| Solde disponible affecté en fonctionnement | 12 192 501,96 € |
| Total affecté au c/1068 en 2024 | - 1 245 506,27 € |
| Excédent reporté de fonctionnement c/002 pour 2024 | 12 192 501,96 € |
| Résultat reporté en investissement c/001 pour 2024 | - 429 719,27 € |

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

### 1.2.C. Budgets annexes CA 2023 provisoires

**HÔTELS D'ENTREPRISES**

| Compte | Libellé | BP 2023 | CA 2023 | CA 2022 | CA 2021 | CA 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| F | FONCTIONNEMENT | | | | | |
| D | DÉPENSE | 115 236,30 | 61 073,61 | 520 018,02 | 117 391,54 | 63 052,41 |
| R | RECETTE | 115 236,30 | 48 016,45 | 518 644,43 | 108 473,60 | 90 538,21 |
| I | INVESTISSEMENT | | | | | |
| D | DÉPENSE | 28 593 | 28 553,71 | 27 280,88 | 31 527,91 | 31 756,86 |
| R | RECETTE | 1399467,59 | 18 705,00 | 447 939,62 | 37 995,57 | 37 935,00 |

**EXTENSION MOULIN D'ECALLES 2**

| Compte | Libellé | BP 2023 | CA 2023 | CA 2022 | CA 2021 | CA 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| F | FONCTIONNEMENT | | | | | |
| D | DÉPENSE | 1 508 403,95 | 833 336,55 | 1 051 200,14 | 984 321,76 | 112 655,76 |
| R | RECETTE | 1 508 403,95 | 833 336,55 | 909 237,67 | 1 045 269,55 | 96 599,00 |
| I | INVESTISSEMENT | | | | | |
| D | DÉPENSE | 1 635 578,87 | 969 021,18 | 1 040 521,56 | 1 027 945,20 | 54 370,46 |
| R | RECETTE | 1 635 578,87 | 957 354,43 | 1 044 296,19 | 970 525,19 | 100 040,00 |

**POLEN 2**

| Compte | Libellé | BP 2023 | CA 2023 | CA 2022 | CA 2021 | CA 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| F | FONCTIONNEMENT | | | | | |
| D | DÉPENSE | 7 070 005,34 | Chiffres en attente de validation du SCG | 4 386 390,33 | 4 806 166,07 | 4 428 225,25 |
| R | RECETTE | 7 070 005,34 | | 4 403 140,23 | 4 854 939,45 | 4 678 515,70 |
| I | INVESTISSEMENT | | | | | |
| D | DÉPENSE | 4 901 439,92 | | 3 605 143,73 | 4 181 863,41 | 4 346 942,14 |
| R | RECETTE | 4 901 439,92 | | 4 330 778,75 | 4 714 459,62 | 4 102 325,39 |

### I.2.D. Principaux produits du CA 2023 provisoire (vérification en cours, présentation en séance)

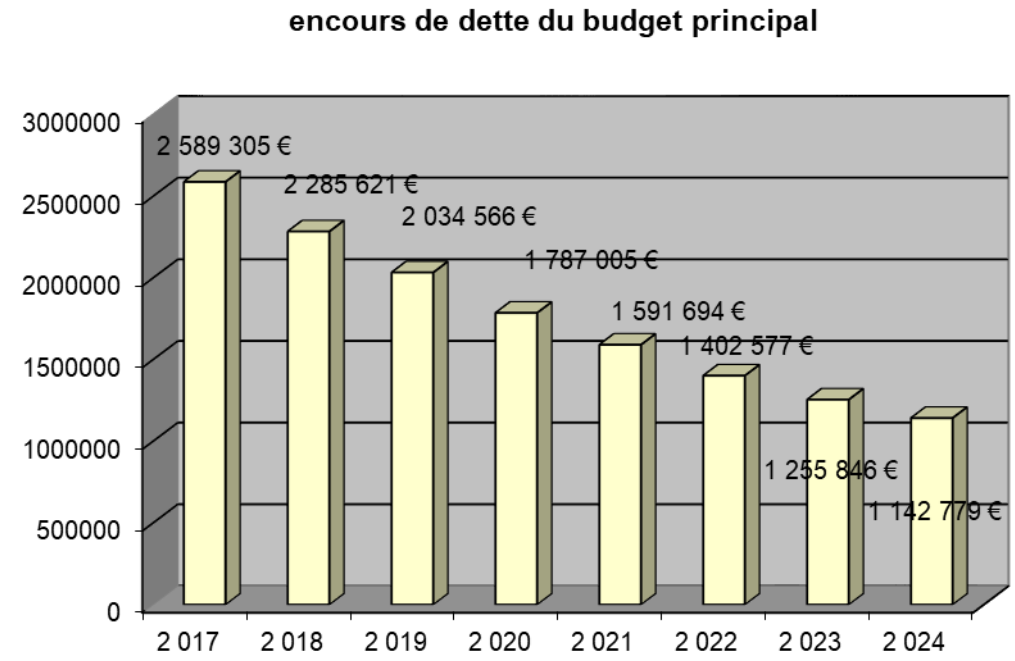
| | Fiscalité ménages | Fraction TVA | Fiscalité entreprises | FPIC | TEOM | DGF dotation | DGF compensation | TS | IFER | FNGIR | GEMAPI |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produit prévisionnel | | | | | | | | | | | |
| Produit perçu | | | | | | | | | | | |
| Ecart perçu/ prévisionnel | | | | | | | | | | | |

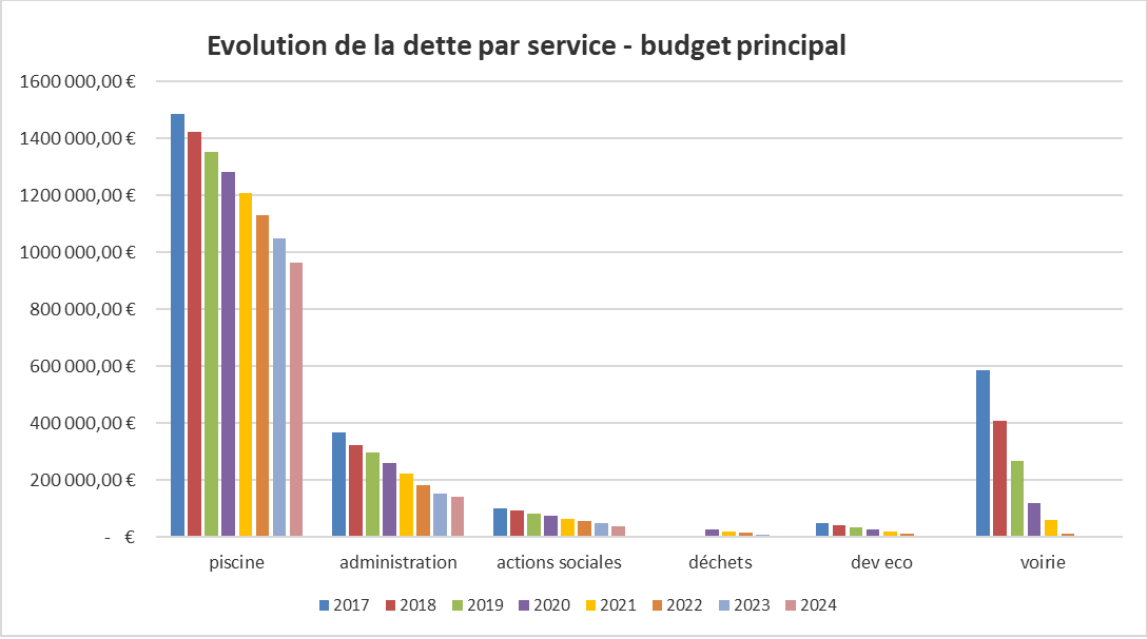
Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

## II. Analyse de la dette au 01/01/2024

### II.1. Budget principal

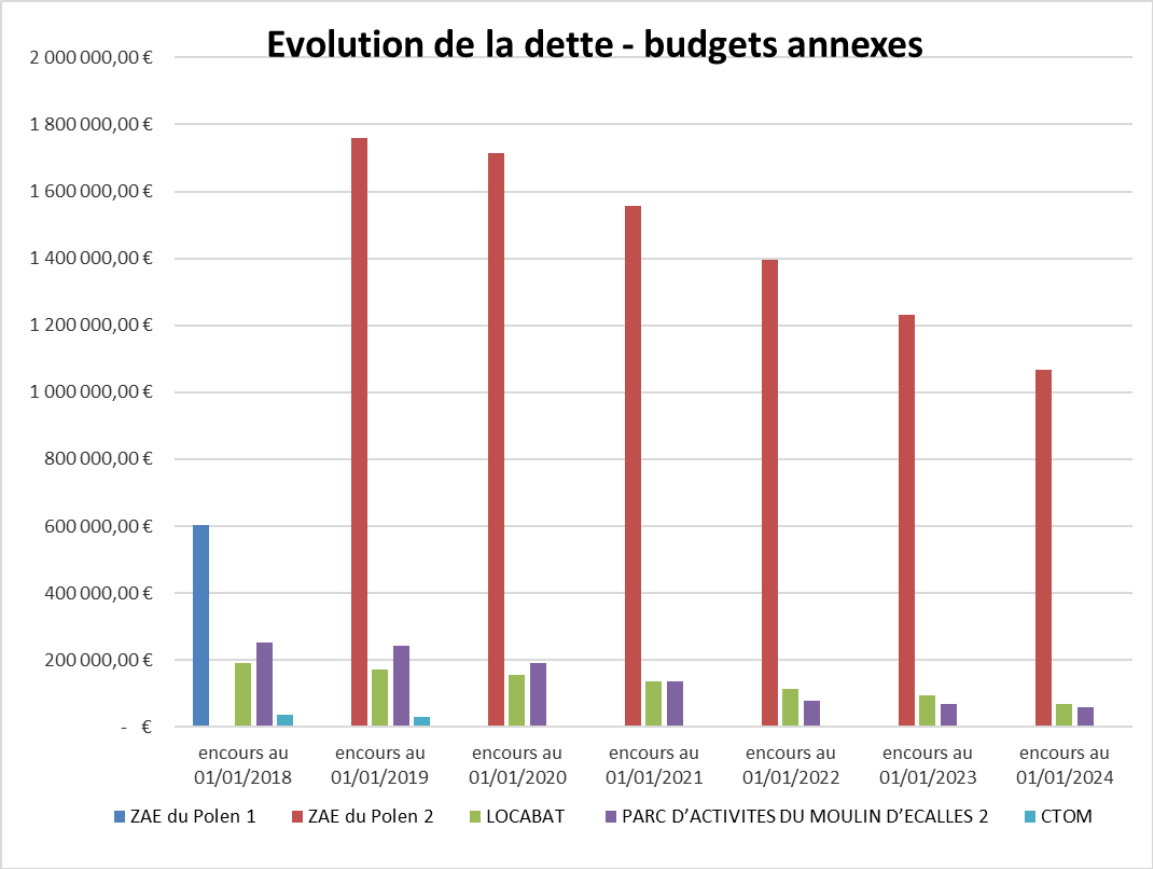
Concernant la dette, l'encours de la CCICV poursuit sa diminution sur la période. Au 01/01/2024, l'encours sur le budget principal est de **1 142 779 €.**




Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

## II.2. Budgets annexes




Encours total des budgets annexes : **1 195 742 €**

| | |
|---|---|
| Encours global de la CCICV au 01/01/24 : | 2 338 521 € |
| Dette par habitant de la CCICV : | 42 € / hab. |
| Dette moyenne nationale de la catégorie : | 138 € / hab. |

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

# III. Les orientations budgétaires 2024

Cet exercice est décliné par compétence, afin de bien analyser :

- d'une part, les variations prévisibles, à la baisse comme à la hausse, des crédits nécessaires au financement des services actuels,
- d'autre part, les dépenses et les recettes prévisionnelles nouvelles.

Chaque compétence comportera les actions proposées en 2024 et les besoins de financement induits.

## III.1. Rappel de la maquette budgétaire M57

| Tableau 1: maquette des budgets<br>Budget principal | | | |
|---|---|---|---|
| **Code fonction M57** | **Code** | **Libelle** | **Compétences et/ou équipements communautaires rattachés** |
| 020 | ADM.GEN. | ADM.GÉNÉRALE | Services administratifs des pôles + agents MAD du Siaepa région de Montville + Communication |
| 501-57 | AMENAG. | AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE | SCOT - urbanisme (planification et droit des sols) - aménagement numérique |
| 42220 | ARC EN CIE | ARC EN CIEL ROUMARE | Actions sociales - multi accueil petite enfance de Roumare |
| 42221 | TOM POUCE | LE BERCEAU DE TOM POUCE MONTVILLE | Actions sociales - multi accueil petite enfance de Montville |
| 42222 | PTI GRAIN RY | LE PTI GRAIN DE RY | Actions sociales - multi accueil petite enfance de Ry |
| 720 | DECHETS | DÉCHETS ENVIRONNEMENT | Collectes et traitements des déchets + fourrière canine |
| 338 | LUDISPORT | ACTIVITÉS LUDISPORTS | Ludisports |
| 323 | PISCINE | ACTIVITÉS PISCINE | Piscine communautaire + piscines conventionnées + transport des scolaires aux piscines |
| 420 | RPE | RELAIS PETITE ENFANCE | RPE Clères, Martainville et Buchy |
| 845 | VOIRIE | VOIRIE | Voirie selon charte d'intérêt communautaire |
| 311 | CULTURE | CULTURE | Ludiculture + écoles de musique |
| 554 | G. VOYAGE | AMÉNAGEMENT ENTRETIEN GESTION | Gens du voyage |
| 61 | DEVPT ECO | DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | Fonctionnement ZAE communautaires, Moulin d'Ecalles 1, Polen 1, Les Cambres, Portes de l'Ouest (1,2, 3, et 5) + aides à l'immobilier d'entreprises |
| 633 | TOURISME | PROMOTION DU TOURISME | OT + chemin de rando |
| 735 | GEMAPI | GEMAPI | Gestion des milieux aquatiques et protection inondation |
| 80 | MOBILITE | MOBILITÉ | Étude, équipement, travaux, conseil, animation et fonctionnement liés à la mobilité + aires de covoiturage |

| Budgets annexes | |
|---|---|
| **Libelle** | **Compétences et/ou équipements communautaires rattachés** |
| ZAE du Polen 2 | Développement économique ; budget de lotissement de l'extension de la ZAE (Eslettes) |
| PARC D'ACTIVITES DU MOULIN D'ECALLES 2 | Développement économique ; budget de lotissement de l'extension de la ZAE (La Rue St Pierre) |
| HOTEL D'ENTREPRISES Inter Caux VEXIN | Développement économique ; budget de location de bâtiments |

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

## III.2. Les principales orientations budgétaires par politique publique

Classiquement, elles relèvent de propositions de nouvelles inscriptions budgétaires ou de majorations d'inscriptions existantes au BP 2023. Cependant, elles prennent également en considération les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes.
Dans un contexte global complexe, la CCICV peut s'appuyer encore cette année et à l'horizon du mandat sur une situation financière saine lui permettant de se projeter jusqu'a 2026. Il est rappelé ci-dessous le scénario de transition adopté en 2023 :

| | A. La continuité | B. La transition |
|---|---|---|
| Épargne | Sanctuarisation | Mobilisation partielle et progressive |
| Fiscalité | Peut-être besoin de relever le « taux » sur certains leviers… en plus des effets « base »<br>Ou<br>Couper les dépenses pressenties | Maintien des taux en comptant sur les effets de base |
| Emprunt | Poursuivre le désendettement | Prioriser le désendettement… sauf opportunité raisonnable |
| Participation tarifée (piscine, petite enfance, sport et culture,…) | Des tarifs usagers faibles et progressant moins vite que l'inflation. Des services maintenus par la solidarité fiscale | Des tarifs usagers à revaloriser en composant avec inflation, solvabilité, conditions partenariales, |
| Subventions | Recette très (trop) marginale | Se mobiliser pour augmenter les recettes |

Il est proposé de poursuivre ce scenario en 2024, amendé :

- Des recommandations de la Chambre Régionale des Comptes, notamment la structuration de la stratégie budgétaire adossée à un Plan Pluriannuel d'Investissement (cf. en annexe)
- De la proposition formulée en commission « ressources » du 7 février dernier d'éteindre la dette sur les encours de valeurs minoritaires, également pour des conditions de gestion de la dette

Cette stratégie se décline et s'incarne par les propositions suivantes, non exhaustives à ce stade de la préparation budgétaire et issues :

- Du recollement avec des décisions déjà actées par délibération des élus communautaires ;
- De suggestions formulées par les élus ou les services communautaires ;
- De prise en compte d'obligations légales ou réglementaires s'imposant à tous,

Conformément aux attendus d'un Débat d'Orientation Budgétaire, seules les suggestions les plus substantielles (charge d'investissement ou de fonctionnement > 20 000 € TTC) seront présentées en séance.

**ADMINISTRATION**

**AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE**

**ACTIONS SOCIALES**

**PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - DÉCHETS**

**ACTION ÉCONOMIQUE**

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

**ACTIVITÉS SPORTIVES ET CULTURELLES**

**TOURISME**

**VOIRIE - TRANSPORT**

**MOBILITÉ**

**GEMAPI**

## III.3. Les Ressources Humaines

De prime abord, il est rappelé que la durée effective du travail est de 1607 heures annuelles, donnant lieu majoritairement à une organisation du temps de travail sur 5 jours et minoritairement sur 4 jours.

### III.3. A. Les évolutions d'effectif en 2023

| | ***Départs*** | | | ***Arrivées*** | |
|---|---|---|---|---|---|
| ***Service d'affectation*** | *Grade* | *Motif* | *Date* | *Grade* | *Date* |
| *Piscine* | *ETAPS*<br>*Adjoint technique* | *Mutation*<br>*Mutation* | *20/06/2023*<br>*20/06/2023* | *ETAPS (contrat)*<br>*Adjoint technique (contrat)* | *03/07/2023*<br>*01/09/2023* |
| *Aménagement de l'espace (Montville)* | *Technicien Ppal 1ère classe* | *Disponibilité* | *11/12/2023* | *Recrutement en cours* | |
| *Aménagement de l'espace (Martainville)* | *Adjoint administratif*<br>*Ingénieur principal* | *Démission*<br>*Disponibilité* | *03/05/2023*<br>*31/05/2023* | *Adjoint Adm - Mutation*<br>*Attaché* | *18/09/2023*<br>*10/07/2023* |
| *EAJE Arc en ciel* | *Auxiliaire de puériculture*<br>*EJE* | *Démission*<br>*Fin de contrat* | *30/06/2023*<br>*20/12/2023* | *Auxiliaire de puériculture*<br>*Renouvellement*<br>*Apprentie CAP AEPE* | *01/11/2023*<br>*21/12/2023*<br>*01/09/2024* |
| *EAJE Tom Pouce* | *EJE* | *Fin de contrat* | *02/01/2024* | *EJE renouvellement*<br>*Apprentie CAP AEPE* | *03/01/2024*<br>*01/09/2024* |
| *EAJE P'tit Grain d'Ry* | *EJE* | *Démission* | *18/10/2023* | *Recrutement en cours* | |
| *Mobilité* | *Attaché* | *Démission* | *01/08/2023* | *Attaché* | *05/02/2024* |
| *Administration Générale (entretien locaux Buchy)* | *Adjoint technique* | *Fin de contrat* | *31/08/2023* | *Adjoint technique* | *01/08/2023* |

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

### III.3.C. Les charges du personnel 2023 (compte 012)

| C/012 CA 2020 | C/012 CA 2021 | C/012 CA 2022 | C/012 CA 2023 |
|---|---|---|---|
| 2 692 542,51 € | 2 839 007,08 € | 2 988 392,99 € | 3 189 824,86 |

L'atterissage au 31 Décembre 2023 est de 93%, avec une dérive de *231 857,14* € correspondant à des recrutements prévus et budgétisés mais non réalisés[3].

### III.3.D. Les évolutions de postes sollicitées en 2023

| Besoins identifiés | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Service** | **Nature du poste** | **Grade** | **Motifs** | **Date prévisionnelle de recrutement** | **Estimation coût annuel** | **Estimation BP 2024 Prorata temporis** | **Remarque** |
| *Administration* | *Remplacement du responsable du pôle de Buchy* | *Animateur Territorial* | *Départ en retraite mai 2024* | *01/02/2024* | *41 732* | *38 250* | |
| *Administration* | *Création* | *Attaché ou Ingénieur* | *Consolidation Pole de Montville* | *01/11/2023* | *44 000* | *7 500* | *Non réalisé en 2022 ; à concilier avec les travaux des nouveaux locaux* |
| *Administration* | *Création* | *Adjoint administratif ppal* | *Assistante RH* | *01/11/2023* | *32 000* | *5 500* | |
| *EAJE P'tit grain d'Ry* | *Création* | *EJE* | *Besoin* | *2024* | *24 230* | *18 170* | |
| *Administration* | *Création* | *Chef de projet Eau et Assainissement* | *Compétences supplémentaires* | | | | |

### III.3.E. Les évolutions réglementaires en 2024

Outre les dispositions générales relatives aux fonctionnaires territoriaux au 1er Janvier 2024 (revalorisation de 5 points d'indice de la grille indiciaire pour tous les agents publics, revalorisation du smic), il convient de prendre en compte :

- La réforme de la promotion interne
- La modification des montants des jours indemnisés au titre de la CET
- La suppression du jour de carence en cas de fausse couche

Par ailleurs, la Commission Ressources précitée s'est positionnée favorablement sur l'instauration de la prime exceptionnelle du pouvoir d'achat (soit 30 agents concernés pour un montant global estimé à 20 000 €)

Pour information, la Commission Ressources s'est également prononcée en faveur de l'évolution de la Garantie Maintien de Salaire en incluant la participation prévoyance (option b à 3,13% prise en charge par l'employeur), soit une cotisation de 57 000 € à charge de la CCICV à compter du 1er janvier 2025.

[3] cf reporting de la mission Adelyce, Commission « Ressources » du 07/02/2024.

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

## III.4. Les principales recettes

L'ensemble de ces besoins de financement sera à « couvrir » par les principales recettes de la Communauté de Communes, à savoir :

- La Dotation Globale de Fonctionnement ;
- Les contributions directes (fiscalité professionnelle unique et impôts des ménages diminués des attributions de compensation définitives[4]) ;
- La fraction TVA ;
- La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (part principale et part annexe) ;
- La Redevance Spéciale des Ordures Ménagères ;
- La Taxe de Séjour ;
- La Taxe GEMAPI ;
- Le FPIC.

*NB : le FNGIR serait toujours neutralisé en 2024 à hauteur de **415 349** €.*

Il est proposé ici, d'une part, de faire le point des recettes attendues en 2024 et, d'autre part, d'élaborer des hypothèses de budget. Au stade du DOB, l'attention des élus est attirée sur le fait que certaines inconnues seront à vérifier d'ici le vote du budget et d'autres ne seront pas levées avant ce même vote :

- Le Compte Financier Unique 2023 et la valeur des excédents (en cours de validation) ;
- Plusieurs titres et mandats restent en cours de traitement auprès du Trésor Public ;
- Les simulations de ressources comportent des inconnues (redéfinition des potentiels fiscaux et financiers, disparition de la CVAE, fluctuation de la CFE, éligibilité au FPIC, subventions, données fiscales et dotations d'Etat tardives, etc.).

**La TEOM**

À ce stade, il n'est pas possible de produire de simulation arithmétique. La reconduction du mécanisme de zonage par niveau de service sera à confirmer en 2024. Des projections seront établies d'ici le vote du BP 2024, selon les hypothèses suivantes.

***Part principale*** **:**

- Intégration des effets de base ;
- Amélioration de la performance de tri ;
- Diminution des concours par les filières « Responsabilité Elargie des Producteurs » ;
- Revalorisation des marchés de collecte et des prestations de traitement ;
- Intégration des coûts induits par la mise en place de la séparation des biodéchets au 1er janvier.

***Part secondaire*** : *(pour les contribuables bénéficiant de la collecte en porte à porte des déchets verts)*

- Intégration des effets de base ;
- Entrée en vigueur du nouveau marché de collecte et incidence sur les frais de collecte & d'élimination ;
- Application de la TEOM « part supplémentaire » au périmètre de collecte.

Le zonage de taxation sera appliqué conformément à la délibération de Octobre 2023.

[4] & [4] *Cf autres points à l'ordre du jour du conseil communautaire*

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

## Les taxes

Concernant les taxes ménages et la fiscalité d'entreprise, les prévisions seront affinées d'ici le vote du BP 2024.

## La Dotation Globale de Fonctionnement

La LFI 2024 modifie les règles de calcul et de répartition de la DGF, au bénéfice des communes. Aussi, l'hypothèse de produit proposée pour 2024 serait de **1 677 000 €**, étant rappelé que la notification intervient désormais en Octobre.

En fiscalité professionnelle unique comme en fiscalité additionnelle, il est rappelé que le calcul de la DGF reste corrélé au coefficient d'intégration fiscale (CIF), c'est-à-dire le rapport entre le produit de la fiscalité de la Communauté de Communes et l'addition des produits fiscaux des communes membres.

Plus la fiscalité des communes est élevée par rapport à celle de la Communauté, plus le CIF est minoré et le calcul de la DGF réduit. A l'inverse, plus la fiscalité de la Communauté (dont le produit de TEOM) est élevée, plus le CIF est majoré, ce qui se traduit normalement par une augmentation de la DGF.

## Le FPIC

Il est rappelé ci-dessous les montants perçus par le « bloc local » en 2023. Plusieurs hypothèses sont envisageables pour 2024 mais certains paramètres échappent à la décision locale.

| | EPCI | Communes | bloc local |
|---|---|---|---|
| **2023** | 460 311 € | 983 073 € | 1 443 384 € |
| **2024 droit commun avec sortie du dispositif mais garantie de 90% de n-1** | 428 685 € | 857 370 € | 1 299 046 € |
| **2024 droit commun sans sortie de dispositif** | 460 311 € | 983 073 € | 1 443 384 € |

## GEMAPI

Recette fiscale GEMAPI attendue hypothèse DOB 2024 : **560 000 €.**

## La Taxe de Séjour

A préciser en séance selon la position du Bureau Communautaire du 13/02/2024

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

# SOURCES & RÉFÉRENCES

- LOI n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024
- Journée loi de finances 2024 - Intercommunalités de France – 30 Janvier 2024
- Loi de finances pour 2024 – Les principales dispositions financières et fiscales Territoires Conseils pour la Banque des Territoires - 11 Janvier 2024
- SVP information décisionnelle – Loi de finances pour 2024 décryptage des dispositions pour les collectivités 9 Janvier 2024

Adopté par le Conseil Communautaire réuni en séance le 19 Février 2024.

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

# ANNEXES

Programme Pluriannuel d'investissement

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

Inter Caux Vexin
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
Dossier suivi par Arnaud LEGRAS
arnaud.legras@intercauxvexin.fr

Buchy, le 17 Mai 2023

**De la part de M. HERBET, Président de la Communauté de Communes,**

**A l'attention de Mesdames et Messieurs les agents de la Communauté de Communes**

**Objet :** Le programme pluriannuel d'investissement

**Textes de référence**

| | |
|---|---|
| Article L.2312-1 du CGCT | Débat d'orientation budgétaire |
| Article D.2312-3 du CGCT | Débat d'orientation budgétaire |
| Article L. du CGCT | Nécessité d'un plan de financement pour chaque opération d'investissement |
| Règlement budgétaire et financier | Référence aux engagements pluriannuels figurant au rapport en vue du débat d'orientation budgétaire |

**Le contenu du programme pluriannuel d'investissement**

Le plan pluriannuel d'investissement de la CCICV comprend l'identification des investissements projetés avec leur identification, le montant prévisionnel, les moyens de financement envisagés au cours de la période allant de la décision prise en conseil communautaire jusqu'au règlement définitif des projets.

En complément du plan pluriannuel de fonctionnement (de l'ordre de 8 M€ par an – voir l'annexe), il est la traduction du contrat de mandature.

Le PPI est utile à deux titres :

- C'est un document interne, support de l'action administrative de tous les services concernés et pas seulement le service comptabilité finance

- C'est un document validé par le conseil communautaire, fruit d'un dialogue ouvert et d'une volonté commune de dresser objectivement les choix d'investissement et leur mode de financement, dans une programmation assumée.

A cette fin, le PPI est arboré par plusieurs tableaux :

- Par la présentation fonctionnelle du budget (budget principal et budgets annexes)
- Par compétences, conformément aux statuts

Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

Le PPI s'étale sur une période de 5 ans glissante. Il évalue le total à financer en cinq tranches : une tranche par année pour les quatre premières années et une dernière regroupant la cinquième année et les suivantes.

Le PPI est actualisé chaque année et est adapté en fonction des événements majeurs qui éventuellement peuvent bouleverser la programmation antérieure au cours de la mandature.

**Le programme pluriannuel d'investissement (volet des dépenses)**

| intitulé de l'investissement | politique publique | montant total envisagé | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 et plus |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **bureau pour le pôle Montville** | **administration** | | | | | |
| Acquisition de bureau au 84 André Martin | | 400 000 € | 400 000 € | | | |
| Mission AMO, architecte, contrôles | | 100 000 € | 100 000 € | | | |
| Travaux | | 700 000 € | 400 000 € | 300 000 € | | |
| **Locaux long terme (site Legrand)** | | | | | | |
| Diagnostic géotechnique | | 20 000 € | 20 000 € | | | |
| Etude de portance de sol | | 20 000 € | 20 000 € | | | |
| AMO | | 10 000 € | 10 000 € | | | |
| | **Aménagement de l'espace** | | | | | |
| Animation reconduite avec le GAL Leader | | 140 000 € | 35 000 € | 35 000 € | 35 000 € | 35 000 € |
| Urbanisme - planification- PLUi | | 128 000 € | 60 000 € | 68 000 € | | |
| Urbanisme - planification- Etudes et révision SCOT | | 72 000 € | 36 000 € | 36 000 € | | |
| PCAET | | 50 000 € | 50 000 € | | | |
| INHARI / SARL / Audicé | | 300 000 € | 75 000 € | 75 000 € | 75 000 € | 75 000 € |
| **Acquisition de l'EAJE Tom Pouce 2 de Montville** | **Actions sociales** | | | | | |
| Rachat des locaux | | 256 000 € | 256 000 € | | | |
| Rachat du terrain | | 11 500 € | 11 500 € | | | |
| Acte authentique à la charge de l'acquéreur | | 27 500 € | 27 500 € | | | |
| Travaux de mise aux normes DECI déchetterie de Montville | **Protection de l'environnement - déchets** | 120 000 € | 120 000 € | | | |
| Entretien Rollpacker et réparation rouleaux compacteurs | | 30 000 € | 30 000 € | | | |
| PAV Verre | | 88 000 € | 88 000 € | | | |
| Bacs collectes OM et DR | | 86 000 € | 86 000 € | | | |
| Protocoles de transferts sur la ZAE des Cambres et les ZAE 3 & | **Action économique** | 448 000 € | 112 000 € | 112 000 € | 112 000 € | 112 000 € |
| Eclairage public | | 252 000 € | 63 000 € | 63 000 € | 63 000 € | 63 000 € |
| Eclairage public - investissement | | 448 000 € | 112 000 € | 112 000 € | 112 000 € | 112 000 € |
| Aide à l'immobilier d'entreprises | | 640 000 € | 160 000 € | 160 000 € | 160 000 € | 160 000 € |
| | **Activités sportives et culturelles** | | | | | |
| Travaux d'entretien bâtiment | | 84 000 € | 21 000 € | 21 000 € | 21 000 € | 21 000 € |
| | **Tourisme** | | | | | |
| Entretien des chemins de randonnée | | | | | | |
| Achat et pose de mobilier et signalétique | | 130 000 € | 130 000 € | | | |
| Plateau VTT | | 60 000 € | 60 000 € | | | |
| Report programmes de travaux 2022 | **Voirie Transport** | 210 000 € | 210 000 € | | | |
| travaux d'investissement | | 4 000 000 € | 1 000 000 € | 1 000 000 € | 1 000 000 € | 1 000 000 € |
| | **Mobilité** | | | | | |
| Covoit'ici (étude faisabilité) | | 16 000 € | | | | |
| Aire de covoiturage du Moulin d'Ecalles | | 146 000 € | 146 000 € | | | |
| Déploiement des Abri-vélos sécurisés | | 400 000 € | 200 000 € | 200 000 € | | |
| | **Total des dépenses** | **9 393 000 €** | **4 039 000 €** | **2 182 000 €** | **1 578 000 €** | **1 578 000 €** |

**Le programme pluriannuel d'investissement (volet des ressources)**

| Origine des ressources envisagées | Précisions | montant total envisagé | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 et plus |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Autofinancement | chiffrage selon la prospective financière | | | | | |
| Cession de patrimoine | liste des cessions possibles | | | | | |
| Subventions | liste des subventions notifiées et envisagées | | | | | |
| Emprunts (besoin de financement externe) | variable d'ajustement | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| **Total des ressources** | | 0 € | | | | |

## La communication du PPI

Le PPI est présenté sur le site internet de la CCICV, en même temps que le budget primitif voté, la note explicative de ce budget, et à côté du rapport en vue du débat d'orientation budgétaire.



Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

Eléments du programme pluriannuel de fonctionnement en lien avec le PPI (volet des dépenses)

| intitulé de l'investissement | politique publique | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 et plus |
|---|---|---|---|---|---|
| **bureau pour le pôle Montville** | **administration** | | | | |
| **Locaux long terme (site Legrand)** | | | | | |
| Contribution à SM Numérique | **Aménagement de l'espace** | 300 000 € | 300 000 € | 300 000 € | 300 000 € |
| Adhésion AURBSE | | 45 000 € | 45 000 € | 45 000 € | 45 000 € |
| **Acquisition de l'EAJE Tom Pouce 2 de Montville** | **Actions sociales** | | | | |
| **Déchets** | **Envitonnement** | | | | |
| Prestations de collectes | | 3 200 000 € | 3 200 000 € | 3 200 000 € | 3 200 000 € |
| Frais d'élimination | | 2 900 000 € | 2 900 000 € | 2 900 000 € | 2 900 000 € |
| Action économique | **Action économique** | | | | |
| Eclairage public | | | | | |
| Voirie et espaces verts | | 265 000 € | 265 000 € | 265 000 € | 265 000 € |
| **Sports et culture** | **Activités sportives et culturelles** | | | | |
| Approvisionnement gaz de la piscine communautaire A. Martin | | | | | |
| Transports vers les piscines | | 100 000 € | 100 000 € | 100 000 € | 100 000 € |
| Participation aux piscines extérieures | | 20 000 € | 20 000 € | 20 000 € | 20 000 € |
| Harmonisation de la compétence "école de musique" | | 145 000 € | 145 000 € | 145 000 € | 145 000 € |
| Ludisport | | 94 000 € | 94 000 € | 94 000 € | 94 000 € |
| Ludiculture | | 45 000 € | 45 000 € | 45 000 € | 45 000 € |
| Subvention de fonctionnement à l'OT intercommunal | **Tourisme** | 223 000 € | 223 000 € | 223 000 € | 223 000 € |
| Entretien des chemins de randonnée | | 41 000 € | 41 000 € | 41 000 € | 41 000 € |
| Sécurisation des itinéraires | | 20 000 € | 20 000 € | 20 000 € | 20 000 € |
| **Programmes de travaux** | **Voirie Transport** | | | | |
| Enduits | | 500 000 € | 500 000 € | 500 000 € | 500 000 € |
| Enrobé à froid | | 29 000 € | 29 000 € | 29 000 € | 29 000 € |
| KLAXIT | **Mobilité** | | | | |
| | **Total des dépenses** | **7 927 000 €** | **7 927 000 €** | **7 927 000 €** | **7 927 000 €** |

Le Service « Finances / comptabilité » est en charge de son application.

Vous remerciant de l'attention accordée à ces recommandations et sachant compter sur votre professionnalisme.

Le Président,

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES Inter-Caux-Vexin
Siège Social
252 Route de Rouen
76750 BUCHY

Eric HERBET

*Copie : - M. LEGER, vice-Président en charge des finances et du budget.*



Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

**Annexe**

**Article L2312-1 du CGCT**

[..]

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, **les engagements pluriannuels envisagés** ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication.

Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus.



Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024

**Article D2312-3 du CGCT**

A - Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 comporte les informations suivantes :

1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur **les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes**, en fonctionnement comme **en investissement**. [..]

2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.

[..]



Accusé de réception en préfecture
076-200070449-20240220-2024-02-20-002-DE
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/2024